



L'invitée de la semaine

Natalie Thiriez

Membre de Orphelins-sida-international

Samedi matin. Direction l'Hôtel de Ville de Paris pour assister aux sixièmes états généraux du sida. S'y côtoient élus de droite, de gauche et représentants des associations. Un même combat, la lutte contre le sida.

L'assemblée frappe d'abord par sa diversité. Mélange incroyable des genres, des idées et des sexualités. Mélange improbable avant la pandémie, mais le sida a modifié en profondeur notre société. Mixité, tolérance et respect ont progressé et, pour reprendre une expression très appréciée des politiciens, on ne peut que s'en féliciter. N'oublions pas toutefois qu'il reste du chemin à parcourir notamment dans le domaine de la solidarité. Le dessinateur Piem à la tribune : « Les batailles de civilisations ne m'intéressent pas lorsque d'un côté il y a *Loft Story* et, de l'autre côté, des enfants qui meurent. »

Écoutons les membres d'Élus locaux contre le sida

(ELCS). Créée en 1995 à l'initiative de Jean-Luc Romero (RPR), cette association s'est fixée pour objectif d'inscrire le sida au cour du débat politique.

Elle organise tous les ans les états généraux qui rassemblent des élus de tous bords. « Le sida n'est ni de droite ni de gauche », jugez en plûtôt. Nicole Borvo, présidente du groupe communiste au Sénat, lit le texte de Christian Poncelet, RPR. Roselyne Bachelot-Narquin, députée RPR, félicite la CFDT pour son excellente action en faveur de l'application, dans la fonction publique, de l'obligation d'embauche de 6 % de travailleurs handicapés (2 à 3 % actuellement). De gauche à droite et inversement, les élus s'embrassent, s'aiment. Tant mieux. Ils se congratulent. Un peu trop. Près du

**« Mixité,
tolérance et
respect ont
progressé et
(...) on ne
peut que s'en
féliciter. »**

buffet, un malade s'étonne : « Les politiciens parlent-ils toujours autant ? » La réponse est oui. Parleront-ils autant du sida pendant les prochaines élections législatives ? On l'espère. Ils s'y sont engagés.

La parole est aussi donnée au monde associatif et médical à qui il est demandé, très gentiment, de faire court. Il faut rattraper le temps. Le ton change. Fi des salamalecs. Les faits, rien que les faits. Le docteur Jacques Lebas, directeur de l'Institut humanitaire, fait part de son inquiétude épidémiologique. Le nombre de nouveau cas de sida continue de progresser chez les hétérosexuelles, les femmes et les minorités originaires d'Afrique subsaharienne sont particulièrement exposées. Douze nouveaux cas de personnes séropositives confirmés par jour en France. Retour de pratiques à risque chez les homosexuels masculins, le fameux « relapse ». Alain Molla, d'Aides, invite les élus à dépénaliser l'usage privé de toutes les drogues. 200 personnes sont encore emprisonnées sous ce motif. Le docteur Éric Durand, médecin-chef à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, déplore l'accès insuffisant aux préservatifs en milieu carcéral. Il est aussi question de prévention. Très insuffisante, pour ne pas dire inexistante, en particulier dans le milieu scolaire. D'autres colères encore. Et des combats à mener, nombreux.

L'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine, l'Europe de l'Est ? Grands absents des débats ou presque. Signalons l'initiative de Roselyne Bachelot-Narquin qui fixe à 1 000 par an l'objectif du nombre de communes devant concrétiser un parrainage auprès d'une autre commune dans un des pays les plus touchés par la pandémie. Ainsi devrait-on parler de l'international l'année prochaine. Piem cite Bernanos : « La plus belle espérance est la désespérance surmontée. »